



Et si
on le faisait
ensemble ?

Des écobénévoles favorisent la cohabitation entre bergers et loups

Le loup, dont la population ne cesse de croître en France, est bien implanté dans les Alpes, les Pyrénées, les Vosges et le Massif central.

Chaque année, des éleveurs ovins déplorent des pertes ravissant les tensions autour de la question de la protection de l'espèce.

L'association Ferus, née en 2003, forme des bénévoles pour protéger les troupeaux, souvent avec succès.

Textes : Élodie Horn - Photos : Benjamin Larderet



Humains et chiens gardent les loups à distance des troupeaux.



Le jour se lève sur le col Saint-Jean, dans le parc des Baronnies provençales, situé à cheval entre les départements de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes. Louis Canon vient de passer sa quatrième nuit dans sa tente plantée à côté d'un troupeau de brebis. À 1159 mètres d'altitude, seul le cliquetis de leurs cloches et les jappements de patous viennent troubler le silence. Ces chiens de montagne massifs évoluent au milieu du troupeau qu'ils sont en charge de protéger. Leur présence et celle de Louis Canon est motivée par la même raison : dissuader les loups de s'y attaquer. « Si j'entends quelque chose de suspect durant la nuit, je suis chargé de contacter les éleveurs et d'effrayer les potentiels prédateurs en faisant du bruit et en allumant le projecteur », explique le bénévole âgé de 33 ans.

Enseignant-chercheur en informatique à Besançon, Louis Canon participe au programme Pastoraloup. Ce chantier d'écobénévolat unique en Europe est initié par Ferus, une association qui milite en faveur de la protection du prédateur. Le programme s'appuie sur un constat défendu par Ferus : la présence humaine maintiendrait les canidés éloignés des troupeaux auxquels ils s'attaquent à la belle saison. En 2017, 1803 animaux domestiques ont été victimes du loup, dont une majorité d'ovins. L'association recrute et forme des volontaires pour effectuer des semaines de surveillance et prêter main-forte aux éleveurs touchés par la prédation. C'est pour aider Claire Lapie et Yann Rudant, un couple d'éleveurs-bergers installés à Ballons, un village au pied de la montagne, que Louis Canon est venu pour deux semaines.

Comme tous les matins, Yann Rudant monte au col pour nourrir les chiens chargés de garder le troupeau de 150 brebis. Il en profite pour proposer à Louis Canon de se retrouver à l'heure du déjeuner. En échange de la surveillance de nuit, les éleveurs assurent les repas du bénévole. « On se retrouve généralement un soir sur deux pour prendre le repas ensemble. Un peu comme dans une colocation, on a des moments partagés et d'autres où l'on est séparés pour que ce ne soit pas trop lourd », précise le bénévole qui expérimente ce programme pour la première année. Le reste de la journée, il prend du temps pour

lire, se promener et identifier la flore environnante. Il aide aussi les éleveurs dans leurs tâches quotidiennes, en séparant les agneaux des brebis ou en installant les filets de sécurité. Pour ce passionné de nature, c'est une façon de découvrir un monde inconnu, tout en donnant de son temps à bon escient. « Je suis vraiment tranquille. Je me déconnecte de mon ordinateur et d'une partie du monde. Je me reconnecte aussi à un autre. Même si je considère que le loup a le droit de vivre, cette expérience me permet aussi de me confronter aux problématiques que rencontrent les éleveurs sur le terrain. Pour l'ouverture d'esprit, c'est bien de discuter avec des personnes qui ont d'autres points de vue que le sien », souligne l'enseignant, par ailleurs végétarien.

Pastoralisme et attaques

Yann Rudant et Claire Lapie, après une première vie à Amiens, sont venus s'installer dans la vallée de la Méouge. En 2013, Yann, qui a été technicien forestier, se forme auprès de Jean-Luc, un berger, « Il cherchait quelqu'un pour l'aider, même sans expérience. J'ai fait cinq saisons à ses côtés afin d'apprendre les



◀ Les parcs électrifiés sont repositionnés chaque jour.

ficelles du métier. À ce moment-là, il n'y avait pas encore de loups dans la vallée », affirme-t-il. Le jeune couple pratique le pastoralisme, un mode d'élevage extensif qu'il combine à un système de parc électrifié qui encadre environ 0,5 hectare de terrain. Au printemps et en été, les éleveurs changent tous les jours le positionnement du parc pour permettre à leurs brebis de profiter au mieux de la végétation. Les bergers considèrent ce mode d'élevage comme le plus respectueux des animaux et de l'environnement. Même s'ils aimeraient croire à une possible cohabitation avec le loup, ils doivent supporter une charge mentale supplémentaire non négligeable à leur travail, due à sa présence. « Au mois de novembre dernier, nous avons été visités. Nous avons perdu 15 brebis sur 150 en une nuit. Nous nous étions préparés à "la part du loup", c'est-à-dire à en perdre quelques-unes, mais nous ne nous attendions pas à ce que ce soit autant », se remémore Claire, encore émue par la violence de cette attaque. Leur vallée fait désormais partie des soixante-quatorze zones de présence permanente du loup en France. La plupart des éleveurs augmentent désormais leur système de protection. La majorité d'entre eux a recours à des chiens, à des parcs électrifiés, et certains choisissent de s'armer. Parents d'un jeune enfant, Claire Lapie et Yann Rudant préfèrent faire sans. Pour alerter les pouvoirs publics après l'attaque dont ils sont victimes, ils décident d'organiser une transhumance dans leur village. Ferus les contacte alors pour leur proposer de faire appel à PastoralLoup.

Un pont entre deux mondes

Depuis le début de l'été, cinq bénévoles se sont succédé au chevet de leur troupeau. « Nous choisissons toujours les meilleurs pâturages pour nos bêtes, c'est la période où elles sont le plus éloignées de nous.

La présence de bénévoles permet surtout de nous soulager moralement et de nous reposer. Après l'attaque, Yann dormait près du troupeau. Mais pour préserver notre vie familiale, nous préférons éviter d'avoir recours à cette solution », précise Claire, assise dans son jardin et buvant du kéfir maison. « Ça nous permet aussi de transmettre nos valeurs autour de l'élevage, notre attachement à nos bêtes et notre volonté de les traiter au mieux. Rien que pour les échanges que cela nous permet d'avoir, on recommencera sans doute l'année prochaine », ajoute Yann. Même son de cloche chez Souad Guesmi, éleveuse d'un cheptel de 200 brebis au Plan-d'Aups-Sainte-Baume, dans le Var. Sur trois ans d'activité, elle fait appel pour la deuxième année à des bénévoles de PastoralLoup. Après une première expérience de bergère durant laquelle elle a gardé de nombreux troupeaux appartenant à d'autres éleveurs, elle décide de lancer sa propre activité. Dès sa première année d'installation, elle subit des attaques de loups qui entraînent morts et disparitions. Contactée par Éric Vissouze, chargé de mission chez Ferus, elle accepte d'accueillir des bénévoles de PastoralLoup. Cette année, deux d'entre eux qui l'ont déjà accompagnée sont revenus garder son troupeau sur la colline. « Cela permet de créer un lien avec eux. Nous pouvons échanger, et ça leur a aussi permis de comprendre la réalité de la vie d'éleveur. Ils nous soulagent également mentalement car nous savons quelqu'un proche du troupeau », appuie-t-elle. Une solution que salue l'éleveuse mais qui ne résout pas le problème. « Il n'y a pas d'attaques cette année, sans doute grâce à la présence humaine, mais le loup est désormais bien implanté. Je l'ai même aperçu au mois d'avril non loin de la ferme », précise la professionnelle de 58 ans.

Touché par une attaque de loups il y a deux ans, Marc Baudrey, un éleveur vosgien, possède 200 brebis protégées par 6 chiens. Il préfère ne pas faire appel à PastoralLoup, par crainte que cela ne lui rajoute du travail. « Les bénévoles ne viennent que sur un temps court. Même s'ils suivent une formation, il faut d'abord qu'ils comprennent notre fonctionnement, et ils doivent ensuite repartir rapidement. Je me demande vraiment si accueillir des bénévoles représente du répit. Nous nous occupons d'être vivants auxquels nous avons mis des années à nous adapter », appuie l'éleveur de 50 ans. Dans la Drôme, Pierre gère une exploitation familiale qui compte 400 bêtes. Bien qu'il ait déjà été confronté au loup, il a choisi de ne pas faire appel

à des bénévoles. « En plus d'avoir un troupeau dans les bois et non en alpage, je considère qu'il relève de mon travail de le protéger. J'ai aujourd'hui 9 patous, ce qui représente plus de bêtes que la part indemnisée par l'État », souligne l'éleveur dont l'activité est partagée entre ses bêtes et la production de lavande. Il perçoit la présence du loup comme un affrontement : « Pour moi, c'est un défi supplémentaire. Pour le moment, nous ne sommes pas confrontés à des meutes importantes, ce qui nous permet de passer entre les mailles du filet. Nous essayons d'anticiper ce qu'il peut faire, mais je sais qu'il m'aura bien plus souvent que je ne pourrai l'avoir », reconnaît l'éleveur.

Le loup, un objet politique

D'après les chiffres publiés en juin par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), 430 loups évoluent en liberté avec une population qui croît de près de 20 % chaque année. Signataire de la convention de Berne, la France, où le loup a fait son grand retour depuis 1992, s'est engagée à veiller à la conservation de son espèce et de son habitat. Pour gérer la cohabitation, le gouvernement met en place tous les cinq ans un « plan loup ». Le dernier, entré en vigueur en février 2018, impose un quota maximum de 43 loups abattus dans l'année. Une mesure jugée trop contraignante par des syndicats telles que la Confédération paysanne et la FNSEA. Jean-Marc Landry, biologiste suisse, considère que l'important est d'éviter les tirs inutiles. « Il faut travailler sur la prévention et faire en sorte que les tirs ne visent que les loups qui attaquent. Certains individus ne touchent pas aux troupeaux et les tuer ne réglerait rien au problème », souligne le spécialiste du canidé. Selon lui, le loup est devenu un objet politique qui cristallise les tensions d'une profession en mal de reconnaissance. Convaincu de la possibilité de cohabiter, il continue ses recherches pour tenter de résoudre ce conflit. « Je pars du principe qu'on fait partie de la nature et qu'on doit vivre avec l'environnement. Nous nous devons de laisser de la place aux autres espèces. Mon travail de recherche tente de faire vivre ces deux mondes ensemble. Le problème, c'est que derrière la question du loup, il y a beaucoup d'émotions. J'essaie toujours d'être objectif, mais je l'admets, lorsqu'une brebis est tuée, je suis aussi en colère contre le loup », déplore Jean-Marc Landry. Pour lui comme pour un bon nombre d'éleveurs aujourd'hui, il n'est

Vigilants la nuit, les écobénévoles profitent de leurs journées.



Comment participer au programme ?

Pour rejoindre PastoralLoup, les personnes intéressées doivent adhérer et s'inscrire sur le site de l'association Ferus (www.ferus.fr). Des informations de présentation et une lettre de motivation sont demandées. Deux dates au choix sont ensuite proposées pour suivre un stage obligatoire de cinq jours. Tous les sujets autour du pastoralisme et du loup sont abordés, pour préparer au mieux les candidats aux conditions qu'ils rencontreront. Les capacités physiques des futurs bénévoles sont aussi testées lors d'une randonnée. Durant une à trois semaines, selon la durée de leur mission, ils devront rester auprès du troupeau, souvent situé dans des zones difficiles d'accès. Pour être mis en situation, ils participeront à la surveillance nocturne et à des ateliers de mise en place de filets de sécurité.

plus question d'être « pro » ou « anti-loup », puisque ce dernier est bien présent. Son combat, comme celui de Ferus, consiste à trouver des solutions pour assurer la cohabitation. Un équilibre nécessaire qui semble encore compliqué à trouver. ■